

INTERVENTION

Christophe PIEDNOEL

Suez Environnement



L'atelier est intitulé : *“Quelles sont les valeurs moteurs du changement ?”* Il faut donc bien replacer cette question de solidarités locales et mondiales dans le cadre d'une valeur moteur du changement et à travers la communication.

Comme il a été dit en session plénière, l'objectif de l'atelier est de débattre et que chacun puisse s'exprimer sur le sujet.

Pour nourrir cette réflexion, nous nous “appuierons” sur deux intervenants particulièrement qualifiés sur ces sujets :

- Farid YAKER, coordinateur d'Enda Europe,
- Alain LE SANN, Président de Crisla.

Mon rôle se limitera à animer les débats et à faire en sorte d'arriver à des questions qui pourront être reprises pour les conclusions générales de l'Université.

Je me permets de me présenter en quelques mots. Au départ, j'ai une formation de communication et dans le domaine de l'environnement...

J'ai débuté ma carrière au ministère de l'Environnement, puis à l'ADEME. J'ai ensuite rejoint un groupe privé, Lyonnaise des Eaux, en 1994, où j'ai dirigé la communication des activités Eaux jusqu'en 2000. Je vous dis cela non pas pour vous raconter ma vie qui n'a pas d'intérêt, mais pour simplement vous rappeler qu'à cette époque-là, Lyonnaise des Eaux avait gagné énormément de contrats à l'international pour desservir l'eau dans des villes telles que Djakarta, Manille, Buenos Aires, Johannesburg.

Se sont donc posées de véritables questions de solidarité internationale et, en particulier, celle de voir comment faire en sorte d'arriver à des contrats économiquement équilibrés tout en desservant l'eau aux plus démunis. Lorsque le groupe est arrivé à Buenos Aires en 1993, sur 11 millions d'habitants, seuls 6 millions avaient l'eau potable. Cela a donné lieu à de vraies réflexions sur la manière de mener les débats de solidarité dans le cadre de tels contrats. C'est la seule expertise que je pourrai vous apporter sur le sujet.

À partir de 2000, j'ai pris en charge la Direction de l'environnement et du développement durable de Suez Environnement, ce qui m'a permis de continuer d'approfondir ces sujets. Aujourd'hui, je ne fais plus partie du groupe Suez Environnement. Je suis dans une “phase d'évolution professionnelle”, comme l'on dit, je m'exprimerai donc davantage en mon nom propre qu'au nom de cette entreprise.

Pour lancer les débats, je vous propose trois axes de discussion.

Le premier – nous le verrons à travers les exemples – est d'essayer de voir comment passer d'une communication sur la solidarité, qui est aujourd'hui assez souvent une communication que les Anglo-Saxons appellent “chatty” à une véritable communication sur le développement durable. C'est un premier point.

“Comment faire en sorte d'arriver à des contrats économiquement équilibrés tout en desservant l'eau aux plus démunis ?”

▼
“Comment passer d'une communication sur la solidarité à une véritable communication sur le développement durable ?”
▲

▼
“Enda –c’est sa
particularité– est née
dans le Sud, au Sénégal,
à Dakar”
▲

Ensuite, nous essayerons d’approfondir ce que sont les clés de succès des actions de solidarité – pourquoi certaines ont été efficaces sur le long terme, sur la durée et pourquoi d’autres l’ont moins été – et nous verrons en particulier comment la communication a pu contribuer à ces succès.

Enfin, pour rejoindre l’intitulé de la session générale, nous essayerons de voir comment ce sujet de solidarités locales et internationales peut être un vecteur de changement des comportements à deux titres :

- le changement des comportements quotidiens dans la population,
- le changement des comportements en interne dans les organisations : nous voyons bien que certaines entreprises, dans leur communication interne, ou certaines institutions mettent fortement en avant leur contribution à des programmes ou à des actions de solidarité.

Ce sont les trois axes que je vous propose. Bien entendu, le débat est ouvert et nous pourrions aborder d’autres thèmes. Je passe la parole à Farid YAKER.

INTERVENTION

Farid YAKER

Coordinateur d’Enda Europe

Pour ceux qui ne la connaissent pas, Enda (Environnement, Développement, Actions) est une ONG créée en 1972, au moment où se tenait la conférence de Stockholm. C’est pour cette raison que nous nous appelons “Environnement et Développement” ; c’est en 1972 –Serge ANTOINE pourra en parler mieux que moi – que l’on a commencé à réfléchir à ce lien entre les questions d’environnement et celles de développement, lien qui a abouti par la suite à l’émergence du concept de “développement durable” et donc à l’organisation, en 1992, de la grande conférence sur l’environnement et le développement, à Rio, qui a officialisé le concept de “développement durable”.

Enda – c’est sa particularité – est née dans le Sud, au Sénégal, à Dakar. Elle a été mise en place par des économistes d’une institution des Nations Unies à Dakar, qui en avaient assez de rester dans le cadre académique et formel. S’apercevant qu’ils vivaient dans un environnement social et écologique difficile, ils voulaient un peu mettre la main à la pâte et s’atteler à la résolution de problèmes sur le terrain. Très rapidement, ils ont lancé ce que l’on appelle la “démarche participative” dont l’objectif était de faire en sorte que les populations elles-mêmes prennent en charge la définition des projets, participent à leur conception et à leur mise en œuvre, ce qui est intervenu beaucoup plus tard au sein des organisations internationales. On peut dire qu’Enda est un peu le précurseur dans les années 70 de cette approche participative.

Le siège de cette organisation est basé à Dakar, mais elle est présente dans une vingtaine de pays du Sud, depuis le Vietnam ou l’Inde jusqu’en Amérique latine, Bolivie, Brésil, Colombie, Caraïbes, dans beaucoup de pays africains. Elle a également un bureau en Europe, à Paris, que je dirige.

Son action principale est la lutte contre la pauvreté. Étant présents dans le Sud, nous nous sommes aperçus rapidement que c’était la question n° 1 à traiter, cette fois encore avant que les organisations internationales s’emparent du sujet. Il faut savoir que la Banque mondiale a commencé à mettre en avant une politique de lutte contre la pauvreté seulement depuis les années 90. Dans les années 80, déjà, nous nous étions aperçus que c’était la priorité.

Elle porte sur les questions urbaines. Nous sommes présents dans les villes et nous voyons que la pauvreté urbaine est également une donnée importante. Pendant très longtemps, les politiques de coopération sont allées en priorité aux zones rurales. Il est vrai que c'est là qu'il y avait les grandes famines. En outre, dans les années 70, les pays en développement étaient à dominante rurale. La situation a changé. Maintenant, dans la plupart des pays, nous trouvons une majorité de citadins, d'urbains avec d'énormes problèmes dans ces villes, avec des populations défavorisées et des groupes marginalisés. Nous travaillons sur les questions de l'enfance en difficulté, des enfants des rues, du travail des enfants, mais également d'environnement urbain, de gestion des déchets, d'accès à l'eau potable, etc., donc tout ce qui est développement durable avec un peu plus d'accent sur le volet social.

“Pendant très longtemps, les politiques de coopération sont allées en priorité aux zones rurales”

Je suis heureux de voir que le public de cet atelier est assez important. Cela prouve que le sujet des solidarités est une vraie question. C'est, à mon avis, une dimension essentielle de la notion de développement durable. Nous parlons des aspects sociaux, mais, en filigrane, la question de la solidarité a été, dès le départ, en tout cas dès Rio, comprise comme une dimension essentielle du nouveau contrat qui devait se mettre en place à l'échelle internationale. Il y a eu une prise de conscience planétaire que le développement ne pouvait pas continuer dans cette logique productiviste sans aller droit dans le mur, qu'il allait également dans le sens d'un accroissement des inégalités, telles que nous les connaissons encore malheureusement à l'heure actuelle. Il s'agissait donc de la nécessité de prendre en compte les besoins du Sud en termes de développement.

Je rejoins ce que Christophe PIEDNOËL a écrit dans son texte introductif – que vous trouvez dans vos dossiers – sur le dilemme entre le Sud avec son besoin de se développer et la logique dans laquelle nous sommes de vouloir diminuer les consommations à l'échelle internationale. Une des manières de régler le problème est cette notion de solidarité. Elle s'exerce à l'échelle nationale – où nous avons des mécanismes distributifs, de solidarité-, mais, malheureusement, à l'échelle internationale, nous n'avons pas encore mis en place des mécanismes de solidarité probants, efficaces, alors que les inégalités sont importantes.

“À l'échelle internationale, nous n'avons pas encore mis en place des mécanismes de solidarité probants, efficaces”

Nous disposons d'instruments appelés “la coopération internationale”, mais nous nous apercevons de leur faible efficacité malgré leur ancienneté. Des montants importants ont été investis, mais nous n'avons pas encore eu à ce jour de résultats suffisamment satisfaisants. Les pays s'étaient engagés à apporter, depuis 1972, 0,7 % par exemple de leur PNB à l'aide publique au développement ; cela n'a jamais été tenu. Nous sommes à 0,20 ou 0,30 % de ces montants. Nous constatons donc déjà l'insuffisance des montants alloués à ce mécanisme.

En réalité, nous notons des transferts nets allant du Sud vers le Nord. En rajoutant la question de la dette dans l'équation, depuis les années 90, nous sommes devant un paradoxe puisque, plutôt que de voir les fonds aller du Nord vers le Sud, certains pays pauvres et endettés, à travers le service de la dette, ont des flux financiers nets Sud-Nord.

Il ne faut également pas perdre de vue la question des ressources humaines, avec l'appauvrissement de pays déjà pauvres en ressources humaines à travers la captation des ressources humaines de qualité renforçant des pays qui en sont déjà dotés.

Par ailleurs, cette coopération au développement n'est pas suffisamment orientée sur le développement durable. Ce sont les Nations Unies qui ont lancé le concept de "développement durable". Elles sont donc censées porter cet effort de coopération au développement en essayant d'influencer ou de conduire... Mais nous nous apercevons que la correspondance, entre la coopération au développement et le développement durable, n'est pas entière. Certes, depuis 2000, ont été lancés ce que l'on appelle les "objectifs de développement du millénaire", qui sont des objectifs ambitieux visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, c'est-à-dire à réduire de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès

"Les engagements pris à Rio n'ont pas été tenus"

à l'eau, à l'éducation, à accroître les services de santé, etc. Cela dit, en 2005, nous sommes à un tiers du parcours et tout le monde reconnaît que nous sommes très loin d'avoir atteint un tiers des objectifs.

Là encore, par rapport à ce que disait tout à l'heure Aurélie COLLADON, se pose le problème des engagements. Les engagements pris à Rio n'ont pas été tenus, nous commençons à douter que ceux qui ont été pris à Johannesburg le soient et c'est la même chose pour les objectifs du millénaire... On parle beaucoup de contrôler les entreprises par rapport à leurs engagements. Qu'en est-il du contrôle des États par rapport à leurs engagements ? Qui fera ce contrôle ?

Il faudrait également, à notre avis, pour que la coopération soit davantage en phase avec le développement durable, privilégier les questions de bonne gouvernance. Pour nous, la gouvernance est le socle du développement durable. Cela concerne notamment les actions de lutte contre la corruption.

Certains gouvernements, à l'échelle locale ou nationale, sont dans un environnement tel qu'ils reçoivent un soutien de la communauté internationale, même s'ils ont une éthique de développement non durable, de dégradation des ressources, de dégradation du patrimoine ; sans oublier une corruption très présente dont la responsabilité se situe d'ailleurs aussi bien au Nord qu'au Sud, car il y a corrupteurs et corrompus. Nous savons à quel point certaines grandes entreprises qui sont en concurrence les unes avec les autres, ont recours à ce genre de pratiques.

Le champ d'actions est important pour faire en sorte que le développement durable puisse se faire. Il ne peut y avoir de développement durable que dans un environnement institutionnel et politique sain, avec des possibilités de participation, d'écoute et de prise en compte des besoins des populations. Le transfert de technologies propres doit également être privilégié.

Mis à part la coopération au développement, il faut également privilégier d'autres instruments : le commerce équitable, faire en sorte que le développement soit inclusif – c'est-à-dire qu'il fasse participer le maximum de citoyens, etc.-, les investissements vers les pays qui n'en sont pas récipiendaires. Les investissements se dirigent prioritairement vers les grands pays qui ont des gros marchés ; on doit donc faire en sorte que d'autres pays, plus petits, de taille plus réduite puissent recevoir une partie de ces investissements. Nous savons que les investissements directs étrangers sont des facteurs de développement.

Il faut également trouver des moyens financiers supplémentaires par le biais de taxations, par exemple des capitaux spéculatifs à court terme, comme c'est proposé et à l'étude actuellement.

Dans tout cela, quelle est la place de la communication ? À mon avis, il existe actuellement une conscience planétaire des inégalités existantes. À travers les moyens de communication, où que ce soit sur le globe, les personnes ont conscience de la réalité de la

▼
**"Qu'en est-il
du contrôle des États
par rapport à
leurs engagements ?
Qui fera ce contrôle ?"**
▲

situation internationale et des écarts de richesse – qui sont énormes – à l'échelle nationale et internationale.

Même dans les pays développés, nous constatons un accroissement des inégalités. Les États-Unis connaissent cet accroissement de la pauvreté puisque le cap de 30 millions de pauvres a été passé. C'est malheureusement sur ce terreau-là que les extrémismes se développent, d'où la nécessité d'agir vite et de montrer que l'on agit, non pas en faisant de la "communication alibi" comme cela a été dit, mais en faisant du *reporting* sur des actions réelles qui ont été menées, en faisant de la "communication vérité" qui mette le doigt à la fois sur les avancées et sur les lacunes des agents (je ne parle pas seulement des entreprises, mais également des collectivités locales et des États) ; ce *reporting* doit être vérifiable et doit pouvoir être audité.

**“À mon avis,
il existe actuellement
une conscience planétaire
des inégalités existantes”**

Sur ce point, je plaiderai pour que la loi sur la *charte de l'environnement* débouche sur des rapports contraignants, étendant son périmètre à des aspects internationaux, aux contrats des filiales, mais également à la question des discriminations internes nationales, contre les minorités ethniques par exemple. Dans les pays développés, les taux de chômage pour les diplômés sont deux fois plus élevés chez les minorités ethniques que dans la majorité de la population. Une responsabilité sociale doit être mise en œuvre également sur ce sujet.

Il est important de continuer à communiquer sur les enjeux, à sensibiliser, former, éduquer et, de notre point de vue, de mieux coordonner les efforts, d'avoir davantage de collaboration entre ceux qui détiennent les moyens de communication – nous aurions dû parler du problème de la concentration des moyens de communication-, c'est-à-dire ceux qui détiennent le savoir-faire, les médias en quelque sorte, les acteurs de terrain que nous sommes, qui ont besoin de ces médias et de leur savoir-faire pour diffuser leurs messages, les conclusions et les bonnes pratiques auxquelles ils arrivent, et les experts et chercheurs. En fédérant mieux ces énergies, nous avancerions sur ce terrain.

Pour ma part, je partirai de ce qui est l'histoire – maintenant longue puisqu'elle a une trentaine d'années – d'engagements à la fois dans la solidarité internationale et le développement local pour essayer de montrer les articulations entre les deux.

Ce n'est pas un hasard, car je viens de la ville de Lorient qui, dans les années 70, s'est trouvée au cœur des mutations de toute l'économie régionale et même un petit peu internationale. Si l'on y réfléchit bien 74-75, choc pétrolier... Il est intéressant d'y réfléchir et de voir quelle a été la réponse apportée à cette époque. Grosso modo, en Bretagne, la réponse a été : "On paye notre pétrole avec l'agroalimentaire" – c'est le pétrole vert – "et avec des armes". On a donc vu se développer les exportations d'armements à travers un arsenal spécialisé dans l'exportation et le développement d'un premier port breton de l'agroalimentaire en lien avec le développement de l'élevage hors sol.

J'ajouterai un troisième domaine dans lequel je me suis un peu plus spécialisé par la suite. C'était le second port de pêche français, avec une évolution assez évidente dans le cadre de ce que l'on appelle maintenant la "mondialisation" et que l'on appelait à l'époque "l'internationalisation" : lorsque la ressource s'effondre, on exporte les bateaux en excédent. Les chalutiers qui ont détruit la ressource sont exportés vers l'Afrique et vous voyez des

INTERVENTION

Alain LE SANN

Président du CRISLA



chalutiers de 50 mètres envoyés au large de la Guinée racler les fonds avec des subventions européennes ; c'est tout juste si la quille ne touche pas le fond. C'est aussi scandaleux que cela.

En fait, nous avons commencé à analyser ce qui se passait autour de nous, dans notre ville, c'est-à-dire le modèle de développement en train de se mettre en place dans les années 70. Nous pouvons considérer aujourd'hui, au bout de trente ans, que ce modèle de développement, que nous avons dénoncé, s'est effondré. En ce qui concerne les exportations d'armements, cela ne marche pas. L'arsenal a survécu, mais ce n'est pas une solution durable dans tous les sens du terme, ni économique, ni humain, ni quoi que ce soit.

Nous connaissons bien la catastrophe du système agroalimentaire breton, après vingt-cinq ans de cette logique de développement et nous savons aujourd'hui si la pêche industrielle lorientaise n'a pas totalement disparu, le port devient de plus en plus un port artisanal.

Ces mutations économiques ont eu des liens particuliers et particulièrement nocifs pour nous, dans notre vision des choses, avec une logique de solidarité internationale et de ce que l'on a appelé plus tard, une "logique de développement durable". Nous nous sommes dit : nous dénonçons cela.

Pour revenir à la question de la légitimité, qu'est-ce qui nous rend légitimes pour dénoncer cela ? La légitimité était fondée sur un certain nombre de questionnements : est-il normal de vendre des armes à l'Afrique du Sud alors que l'apartheid est en plein développement ? Est-il normal d'importer du soja du Brésil alors que nous savons que cette logique de production au Brésil entraîne des efforts sociaux, environnementaux, économiques, etc. ?

Nous posons ces questions, mais qu'est-ce qui nous permettait de les poser ? C'est, bien sûr, le fait que nous ayons de l'information. Or, cette information, il faut aller la chercher. Il faut donc avoir des partenaires dans ces pays qui puissent nous l'apporter et qui puissent valider ce que nous disons. Si l'on se contente d'avoir un discours incantatoire, cela ne peut pas fonctionner. Ce qui est important, c'est la parole de ceux qui subissent les effets négatifs des logiques de développement durable ou non durable.

Lorsqu'on est confronté à cette parole... Je suis professeur, les gens peuvent me dire : *"Toi, c'est facile, tu "gueules" contre les ventes d'armes et l'arsenal, mais tu as un travail de fonctionnaire, bien payé. Tu n'es pas remis en question."* Il n'est pas facile d'aborder de telles questions. Il faut pouvoir dire : *"Ce n'est pas moi qui le dis, mais les mouvements anti-apartheid d'Afrique du Sud, des mouvements de droits de l'homme. Ce sont eux qui disent que vendre des armes à de tels régimes n'est pas acceptable."* Cela pose des questions phénoménales. La question posée n'est pas celle d'envoyer trois sous, c'est celle de la logique de votre propre développement. Lorsqu'on est confronté à cela, la question de la solidarité internationale est vraiment difficile.

Nous nous sommes donc mis à développer des liens avec des partenaires qui pouvaient nous apporter de l'information, qui avaient également leur propre vision des choses et qui pouvaient nous permettre de transmettre et de donner une légitimité.

“Nous pouvons considérer aujourd’hui, au bout de trente ans, que ce modèle de développement, que nous avons dénoncé, s’est effondré”

▼
“Ces mutations économiques ont eu des liens particulièrement nocifs avec une logique de solidarité internationale”
▲

Par exemple, qu'est-ce qui a entraîné la modification du point de vue des jeunes du CNJA –qui étaient très liés à la FNSEA – sur la question des exportations agricoles ? C'est la confrontation au sein de l'AFDI avec des paysans d'Afrique qui les mettaient face aux réalités des effets des exportations de produits agroalimentaires bretons ou européens dans les pays africains.

Les pêcheurs du Guilvinec envoyaient leurs bateaux en Afrique, mais si vous les envoyez voir ce que leurs bateaux deviennent et que vous les mettez en relation avec des pêcheurs confrontés aux dégâts que ces bateaux font sur place, leur réaction ne peut pas être la même.

“Qu'est-ce qui a entraîné la modification du point de vue des jeunes du CNJA ? C'est la confrontation au sein de l'AFDI avec des paysans d'Afrique”

“L'analyse des logiques perverses d'un développement ni solidaire, ni durable est étroitement liée à la capacité de développer des réseaux d'information”

Dans ce domaine, l'analyse des logiques perverses d'un développement ni solidaire, ni durable est étroitement liée à la capacité de développer des réseaux d'information permettant de confronter les logiques de développement des uns et des autres et de mettre face à face des gens dont les intérêts peuvent apparaître au premier abord contradictoires, mais peuvent ensuite déboucher sur des approches complémentaires. Ils peuvent trouver, les uns et les autres, derrière ces contradictions apparentes, des points de vue communs. La question était la même lorsque les pêcheurs du Guilvinec protestaient contre les importations de poissons et qu'ils mettaient le pays à feu et à sang. Ils se trouvaient également confrontés avec les pêcheurs sénégalais, chiliens ou autres qui, eux, exportaient leurs poissons.

C'est fondamental. Il est important de mettre en relation à travers l'information, à travers des réseaux, des gens qui puissent apporter un contrepoint sur les effets négatifs des logiques de développement. Selon moi, il faut aller au-delà. On ne peut pas se contenter de dénoncer, il faut également être capable de dégager des éléments positifs, de faire des propositions alternatives. Sinon, on n'est pas non plus tout à fait crédible. C'est donc dans ce cadre qu'il est important de bâtir ensemble des projets, de développer des idées, qui puissent être mis en œuvre dans une logique, cette fois, de développement durable pour les uns et les autres.

Cela donne du sens. Si l'on se contente de donner au développement durable le sens d'une logique simplement environnementale, on peut très bien construire un “petit paradis vert” pour les riches sans se rendre compte que ce “gentil paradis vert” que l'on construit ne tient pas compte de la réalité d'un monde où les trois quarts de la population ont du mal à survivre.

C'est cette confrontation qui interroge en permanence. Aujourd'hui, au-delà des questions proprement économiques, on intervient sur des sujets tels que l'organisation des transports. Lorsque vous êtes confronté à un pêcheur qui déménage son village parce que le niveau de la mer monte, est-ce à cause du réchauffement ? On ne sait pas trop. En tout cas, il nous pose la question et, lui qui est quasiment illettré, vient vous dire : “Qu'attendez-

“On ne peut pas se contenter de dénoncer, il faut également être capable de faire des propositions alternatives”



vous pour changer vos comportements dans le domaine du transport ?” Lorsque vous êtes confronté à ce questionnement, le débat sur les 4x4 est un peu autre ! Aujourd’hui, la question posée est celle du changement des modes de vie à travers des questions sur le commerce équitable, les informations) sur l’étiquette, les comportements de transport, l’éco-mobilité, etc.

En tant qu’association, nous sommes actuellement investis dans tous ces sujets et nous essayons d’apporter ce sens qui provient de la confrontation avec ce que nous disent les pays du Sud : *“Vous devez économiser les ressources. Nous devons partager les ressources énergétiques, de la mer, les diverses ressources naturelles renouvelables, non renouvelables de cette planète pour que nous puissions, les uns et les autres, vivre”*. Ce débat est enrichissant pour tous.

Je prendrai deux exemples, dont un très concret et pratique. Lors d’une rencontre internationale de pêcheurs, des pêcheurs asiatiques ont posé la question suivante : *“Nous voulons proposer une motion aux Nations Unies demandant l’interdiction totale du chalutage car, chez nous, cela a des effets dévastateurs et dramatiques”*, ce qui est tout à fait vrai. Que fait-on dans de telles conditions ? Chez nous, voici une dizaine d’années, le chalutage était la pratique dominante. Nous nous retrouvons à cette époque dans un débat comme celui des filets maillants dérivants, où l’on interdit quelque chose à l’échelle internationale sans tenir compte des effets locaux et des réalités locales.

“On interdit quelque chose à l’échelle internationale sans tenir compte des effets locaux”

En permettant aux pêcheurs français, européens ou autres, de débattre avec des pêcheurs asiatiques, africains, etc., ils peuvent confronter leurs différents points de vue. C’est cette confrontation des points de vue qui a permis d’aboutir à une position commune selon laquelle on n’allait pas demander l’interdiction généralisée du chalut, mais une interdiction du chalut dans certaines zones et certaines conditions. Sinon, on court un risque, on peut le voir... Dans certains domaines, les pays du Sud ont un tel poids...

Actuellement, concernant la pêche, ce sont pour beaucoup les pays du Sud qui définissent les politiques de FAO. En effet, les pêcheurs artisans et traditionnels ont pu, notamment grâce aux réseaux que nous avons mis en place, avoir accès à la définition des politiques. Cela a changé complètement et radicalement la vision des choses – pas totalement, mais pour une bonne part – de la FAO sur la dynamique du développement dura-

ble. Si, paradoxalement, les pêcheurs des pays du Nord ne sont pas associés au débat, ils se trouveront coincés, avec des positions prises par les pays du Sud allant à l'encontre de leurs propres intérêts. Il faut donc trouver des moyens de confronter ces points de vue et la mise en relation, l'information sont des éléments extrêmement importants.

“Ces questions ne peuvent pas être débattues au niveau des États ; il faut des confrontations entre les professionnels”

Je prends un deuxième exemple, cette fois concernant l'agriculture. Le débat est aujourd'hui : OMC, interdiction des subventions à l'exportation, mais cela va bien au-delà ! C'est l'interdiction des subventions internes. Ce qui menace l'agriculture bretonne n'est plus la fin des restitutions aux exportations, mais l'invasion du porc brésilien, du poulet brésilien, chinois ou

thaïlandais sur les marchés européens, c'est-à-dire la question de la protection des marchés. C'est également la question : qu'est-ce qu'une subvention ? Or, aujourd'hui, il existe des lieux, des réseaux – “Via Campesina” et autres – qui permettent aux paysans de débattre de ces sujets. Ces questions ne peuvent pas être débattues au niveau des États ; il faut des confrontations entre les professionnels.

Quel est notre rôle dans cela ? Nous n'allons pas discuter... Nous cherchons, par exemple, sur les questions comme la pêche, à aider les premiers concernés, c'est-à-dire les pêcheurs, à établir des liens entre eux de façon à ce qu'ils organisent des débats et confrontent leurs points de vue. La solidarité, ce n'est pas simplement “*tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil ; tout le monde a la même position*” ; ce sont parfois des débats très violents entre les uns et les autres. Nous l'avons vu, ce n'est pas toujours facile.

Concrètement, du point de vue de l'information, que faisons-nous ? Nous travaillons beaucoup sur la publication. J'insiste beaucoup sur ce point. Aujourd'hui, notre vision des pays du Sud est façonnée par notre regard ; ce n'est pas un regard décentré. Nous n'avons pas cette vision qui est le regard de l'autre sur nous. Nous sommes frappés de voir que les Asiatiques ou les Indiens par exemple nous connaissent très bien. Ils connaissent tous les débats qui traversent la société française, le problème de la pollution par le lisier en Bretagne, etc. Vous le trouvez dans leur presse. Nous, nous ne connaissons rien. Il est temps de “décoloniser le regard” et de faire un peu le travail que fait également “*Courrier International*” à travers l'accès à la presse.

Nous le faisons sur des sujets comme ceux de l'environnement et de la pêche. Nous travaillons avec une grosse organisation indienne appelée le CSE, fondée par Anil Agarwal, qui a développé la publication *Down to Earth*. C'est à mon sens la meilleure publication écolo-développement durable au monde, pas seulement pour les pays du Sud, parce qu'elle fait le lien entre lutte contre la pauvreté et défense de l'environnement. C'est la seule qui articule les choses de cette façon.

C'est ce qui nous intéressait. Un des buts est notamment, dans les établissements scolaires... Regardez un CDI d'établissement scolaire ; regardez la presse. Vous avez les journaux français et toute la presse libérale américaine. Voilà *grosso modo* la vision du monde qu'a aujourd'hui un jeune de dix-sept ans. Il voit le monde à travers les yeux des Américains et des journalistes français. Ce n'est pas forcément un mauvais regard, mais c'est le seul. Cette perception du monde est extrêmement étroite. L'idée est de dire : les gens du Sud ne sont pas uniquement des ventres à nourrir, ils ont des idées, on peut discuter avec eux, se confronter, etc. L'idée est donc de mettre à disposition au moins quelques-unes de ces publications.

▼
“Il est temps de décoloniser le regard”
▲

Nous travaillons également en réseau. Là, c'est sur la pêche. C'est un travail assez extraordinaire, car c'est une revue publiée en anglais, en Inde, et ensuite publiée en espagnol et en français. On la traduit. Elle est éditée en français et diffusée à travers le monde, via un réseau de diffusion que nous avons créé, par les Indiens eux-mêmes.

Nous avons aussi un petit bulletin "Réseau femmes" qui permet de faire émerger une question qui n'apparaissait pas dans le monde de la pêche, à savoir la place des femmes et la sous-estimation de leur place. Voilà comment une publication essaye de donner la parole à des gens...

Enfin, en donnant cet outil d'information, l'intérêt est également de regarder les choses et pas toujours sous l'angle catastrophiste. Je suis allé en Inde, à Delhi, rencontrer les gens du CSE en avril. Je m'attendais à tomber dans une capitale hyper polluée, avec partout de vieux camions crachant leur diesel. Or, le CSE avait réussi à obtenir de la ville de Delhi depuis deux ou trois ans l'obligation pour tous les véhicules publics – c'est l'essentiel de la circulation – de passer au gaz naturel, ce qui a été fait pour tous les vieux véhicules. Toutes les grandes métropoles indiennes sont en train de préparer le passage de tous les véhicules publics au gaz naturel. Nous avons quelquefois quelques leçons à prendre, y compris dans certains pays du Sud et la confrontation avec leurs expériences n'est pas toujours inintéressante.

Toutes les grandes métropoles indiennes sont en train de préparer le passage de tous les véhicules publics au gaz naturel"

Christophe PIEDNOEL Avez-vous des questions, des réactions ?

Karim KHEMIRI *Commission "Entreprises" Amnesty International* : Bonjour. Je suis un peu gêné par le terme de "solidarité". En effet, pour moi, il inclut une forme de générosité volontaire et non pas obligatoire.

Dans son intervention, Farid YAKER parlait d'un nouveau contrat international qui serait à mettre en place. Pour cela, il existe des lois. Il est bon de le rappeler et notamment la loi NRE. Plus largement encore, à l'échelle internationale, vous parliez de mécanismes qui n'existent pas en termes de solidarité, mais les premiers mécanismes existent, c'est un cadre législatif ; c'est notamment la Déclaration des droits de l'homme, le pacte sur les droits de l'homme, la convention de l'OIT. Ce sont des textes qui font foi. Ils ont été signés par des États. La DUDH implique les entreprises, les acteurs économiques, dans la mesure où elle parle des organes de la société dans laquelle elle s'applique. Le droit à la sûreté, le droit à la vie sont inclus dans la DUDH.

Ce sont autant de textes qu'il ne faut pas négliger et qui permettent de développer non pas une solidarité, mais un cadre de droits dans lequel chacun a le même droit. On ne peut pas envisager aujourd'hui de solidarités internationales, locales et mondiales, sans donner à chacun les mêmes droits. Une entreprise comme Suez, par exemple, emploie des personnes à Casablanca puisqu'elle gère la ville de Casablanca pour l'eau et l'énergie. Si elle ne donne pas les mêmes avantages et le

"On ne peut pas envisager aujourd'hui de solidarités internationales, locales et mondiales, sans donner à chacun les mêmes droits"

même pouvoir d'achat à ces personnes qu'à celles qui travaillent en France, ce n'est pas une entreprise qui correspond aux critères du développement durable. Si cette entreprise comme d'autres n'adhère pas...

Un intervenant C'est une très bonne question qui a été abordée dans la petite introduction...

Karim KHEMIRI Si Suez qui, en termes sociaux par exemple, adhère au Global compact des Nations Unies – c'est la seule entreprise française – ne reconnaît pas la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce n'est pas une entreprise développement durable ; je suis désolé. Aujourd'hui, sur 75 entreprises mondiales qui ont reconnu la Déclaration universelle des droits de l'homme, seules deux sont françaises.

Il existe un cadre légal. Il s'agit également que les citoyens soient partie prenante dans cette démarche, comme vous le disiez, par l'échange, par les réseaux d'information. Ainsi, chacun peut s'impliquer au niveau local pour faire pression de façon à ce que ce cadre légal soit appliqué, pour que les entreprises soient responsables socialement dans leur environnement. Je souhaitais simplement rappeler que la solidarité ne peut pas être envisagée sans que la loi existe pour tout le monde, la même, sans que les citoyens soient impliqués.

Serge ANTOINE C'est un vrai débat, mais il faut éviter l'opposition qui peut exister entre l'approche légale, du droit que nous, les Français, connaissons bien, car nous avons fabriqué pendant plus de deux siècles des droits universels – nous connaissons à la fois la portée et les limites de ce genre d'exercice qui est fondamentalement utile-, et un développement solidaire. Je ne les opposerai pas. Sinon, nous allons faire un conflit...

Karim KHEMIRI Je ne parlais pas d'opposition, je dis que c'est le socle minimum pour pouvoir aider à...

Serge ANTOINE Je reviens une seconde sur l'aspect solidaire. Il faut le débarrasser, bien sûr, du côté "charité" qu'il peut encore porter. Dans les réunions internationales, développement durable et solidaire est une notion "porteuse", mais pas du tout dans le sens de la charité. Le monde le plus difficile, le plus déshérité à l'égard du développement durable récuse beaucoup de choses, mais pas en tout cas cette approche solidaire. Je ferai d'ailleurs référence à une personne qui emploie tellement le terme "développement durable et solidaire" qu'il en fait sa panoplie ; il s'agit de notre cher maire de Sainte-Anne en Guadeloupe. Je peux vous dire que, dans son vocabulaire, ce n'est pas du tout de la charité !

Le "*Journal des instituteurs*" va sortir à la rentrée de novembre ; j'ai eu la chance d'y avoir écrit un article. Le développement durable et solidaire est très présent comme moteur.

Il faut garder les deux approches ; je me garderai de les opposer.

INTERVENTION

Danielle POLIAUTRE

Adjointe déléguée à la qualité
de la vie et au développement
durable, ville de Lille

S'agissant de la mise en œuvre de la démarche de développement durable à Lille, j'utilise toujours "développement durable et solidaire", même si je dis souvent que la solidarité, pour moi, est incluse dans le développement durable. On doit l'ajouter car, souvent, la porte d'entrée apparaît essentiellement environnementale.

Cela dit, la solidarité dans le temps et l'espace est un élément fondamental. Il ne peut

y avoir de développement durable uniquement sur un territoire local et, à ce point, nous nous trouvons devant des difficultés pour aborder ces questions. En effet, très souvent, dans nos communes, nous avons, d'un côté, ceux qui travaillent sur la lutte contre l'exclusion et la pauvreté locale – malheureusement de plus en plus présentes, y compris dans nos villes, avec les SDF, les gens à qui on fait des coupures d'eau et d'électricité, et nous en avons eu encore dernièrement des exemples – et, d'un autre côté, des gens qui militent, comme à Lorient... Je tiens à signaler que je suis abonnée depuis très longtemps à la revue "La Terre" qui me donne un éclairage qui parfois me perturbe un peu sur la manière dont on peut percevoir les choix au Sud, etc.

Ce n'est pas pour revenir sur le débat du droit, mais le développement durable, c'est l'article premier de la déclaration de Rio signée par tous nos chefs d'État, à savoir remettre l'homme au cœur des développements, avec la réponse à ses besoins fondamentaux. Il est important de montrer, justement pour combattre tout ce qui serait une notion d'assistantat ou de charité, que nous sommes bien sur la réponse à des besoins fondamentaux pour tous, dans nos villes, au Nord comme au Sud, en se préoccupant également de pouvoir répondre dans l'avenir à ces besoins fondamentaux.

Le débat qui a eu lieu à Johannesburg sur les besoins essentiels doit nourrir cette réflexion. Aujourd'hui, par exemple, nous sommes sollicités par Saint-Louis-du-Sénégal, ville avec laquelle Lille est jumelée, pour l'aider à faire son Agenda 21. C'est également un aspect que je voulais souligner. Nous avons beaucoup à apprendre du Sud et des populations qui ont le plus besoin du changement fondamental d'un développement non durable.

Je fais référence à des richesses d'expériences, pas uniquement à des problématiques d'un développement sobre sur lequel on pourrait revenir, mais également à des innovations extrêmement fortes. Le recyclage est bien plus développé (nous faisons semblant de découvrir cela depuis quelques années). Je pense également à l'irrigation économe ; on a quelquefois au contraire développé des techniques qui empoisonnent les villages. Le débat a eu lieu à Rio sur les technologies propres. Aujourd'hui, on envoie quelquefois des technologies propres qui sont uniquement la vente de nos technologies ; ce n'est pas au service du territoire concerné puisque celui-ci a peut-être des méthodes qui lui sont adaptées, beaucoup plus efficaces. C'est important.

Si nous voulons réunifier des solidarités locales et mondiales, nous avons intérêt à très fortement éclairer les enjeux de notre avenir à tous. Les notions comme l'empreinte écologique ou d'autres, telles que le fait qu'un cinquième de la population mondiale consomme quatre cinquièmes des ressources, interpellent pour que nous défendions tous les mêmes valeurs et ces accès aux besoins fondamentaux.

À Johannesburg, par exemple, où nous étions très courtisés avec Suez, on montrait que les vendeurs d'eau n'étaient pas des vendeurs d'eau, mais des vendeurs de services. Donc, dans la démarche, on peut s'inspirer de ces notions pour dire "Chiche !" et Suez disait à Johannesburg qu'il y avait des tarifications sociales. À Lille, nous avons pu reprendre cette notion pour dire que, pour répondre à tous, il faut peut-être avoir des tarifications progressives et non pas dégressives, comme c'est le cas aujourd'hui, puisque plus on est gros consommateur et donc gros pollueur, moins on paye, dans beaucoup de domaines. Il

"Il ne peut y avoir de développement durable uniquement sur un territoire local"

▼
"Nous sommes bien sur la réponse à des besoins fondamentaux pour tous, au Nord comme au Sud,



s'agit de renverser les tendances en s'appuyant sur des expériences menées ailleurs.

Cela dit, nous devons réussir à avoir un message non pas pour le Sud, mais pour nous, qui est : quelles valeurs ? Ce sont des valeurs communes que nous avons tous intérêt, sur notre territoire qu'est la planète, à voir fondées. Nous ne pourrions pas évacuer ces questions. C'est la CGS par exemple. Les besoins essentiels doivent-ils être des marchandises comme les autres, etc. ? Ce sont des questions extrêmement importantes.

“Il s'agit de renverser les tendances en s'appuyant sur des expériences menées ailleurs”

“On ne peut pas être un jour contre la guerre en Irak, le lendemain contre le problème de la marée noire, le troisième jour contre la pollution de l'air dans nos villes... Il faut arriver à re-globaliser ces questions de l'impact de nos modes de vie”

D'après moi, nous devons également éclairer davantage l'impact de nos actes individuels et collectifs. J'ai souvent pris cet exemple. L'utilisation abusive de la voiture en ville, ce n'est pas seulement la pollution de l'air de nos villes ou le changement climatique, c'est également la guerre du pétrole, toute la logique qui fait qu'aujourd'hui cette ressource est convoitée, etc. Cela va très loin. On ne peut pas être un jour contre la guerre en Irak, le lendemain contre le problème de la marée noire, le troisième jour contre la pollution de l'air dans nos villes... Il faut arriver à re-globaliser ces questions de l'impact de nos modes de vie et à voir pourquoi nous devons changer ensemble.

Cette articulation “local/mondial” n'est pas facile à faire, mais elle est indispensable, y compris si nous voulons avoir sur nos territoires une démarche de développement durable.

INTERVENTION

**Dominique
MARTIN-FERRARI**

Directrice de l'Agence
Environnement
Développement, productrice
de Gaïa (France 5)

Tout ceci est beau et un peu utopique. En effet, d'abord, on parle du Nord et du Sud ; or, maintenant, je connais “des suds” et je ne connais plus le Sud. Il n'y a plus le Nord et le Sud, mais il y a des suds qui travaillent ensemble et les rapports sont bien plus graves que ceux avec d'anciens colonialismes qui existaient entre le Nord et le Sud, même si j'en choquo certains ici, parce que c'est de cette façon que cela se passe.

Lorsque je vois aujourd'hui comment se développent certaines oppressions de la Chine et de certains États d'Amérique du Sud, je ne pense pas que nous puissions encore “trimballer” ce discours de solidarité Nord-Sud, sympathique vis-à-vis de l'Afrique, du “petit Africain”... Je le dis d'autant plus volontiers que vous me connaissez et que je sais d'où je parle pour le dire.

Je suis partie, comme le disait Alain, à la recherche du regard de l'autre par rapport aux théories que je développais quand j'étais “Amie de la Terre”. Quand je suis devenue journaliste et que j'ai commencé à travailler sur ces sujets, j'ai essayé d'aller voir quel était le regard de l'autre sur les “recettes” de développement durable que j'apportais dans ces pays. J'ai rencontré tout cela.

Aujourd'hui, c'est beaucoup plus complexe. Tout d'abord, nos valeurs ne sont pas forcément LES valeurs. Je trouve des sociétés beaucoup plus solides que les nôtres. Plus je travaille sur les problèmes de développement durable avec le Sud, moins je rencontre de problèmes d'environnement – je regrette de le dire ici – et plus je rencontre des problèmes de civilisation et de culture. Ce sur quoi nous devrions réfléchir – ce n'est pas l'objet de cette Université-, c'est sur nos relations entre hommes, femmes, familles, ascendants/descendants, etc., dans nos pays et nous penserions peut-être à l'environnement en pensant à

tout cela.

C'est fondamental pour moi. Aujourd'hui, nous sommes face à une déstructuration telle de notre société... La preuve en est que nous ne pouvons plus nous entendre même entre nous. Je ne suis pas certaine que la table ronde de tout à l'heure aurait été aussi dissonante voici cinq ans dans un lieu comme celui-là, c'est-à-dire aussi... Ce n'est pas du tout cynique... Les gens qui étaient autour de la table n'étaient pas du tout cyniques, ils étaient absolument honnêtes, etc., mais cette dissonance est maintenant extraordinaire et elle ne l'était pas autant au moment où nous commençons à parler de développement durable voici dix ans. Notre société française et européenne, avec la société américaine en plus, est aujourd'hui également très distendue par rapport à certaines valeurs.

Donc, lorsque tu parles d'échanger des valeurs, de se trouver des valeurs communes, etc., il faut déjà, d'après moi, que nous retrouvions des valeurs communes dans nos propres sociétés. Par exemple, je trouve des solidarités au sein des villages, des familles, des pauvretés du Sud bien plus solides que les nôtres, et que, malheureusement, on est en train de défaire et de détruire par un certain nombre de choses.

Pour finir, en gros, je suis désolée, je ne sais plus très bien... Lorsque j'étais, voici vingt ans, militante "Amis de la Terre" de base, je savais quel était mon message. Il était : on va amener le progrès en faisant éviter aux pays du Sud une révolution qui nous a coûté tout notre environnement, c'est-à-dire faire le meilleur de l'avenir en évitant nos erreurs passées, en amenant par exemple les technologies propres du charbon, de l'irrigation, etc. Nous savions ce que nous devions éviter, à savoir les pollutions que nous avions connues ;

“Il faut déjà, que nous retrouvions des valeurs communes dans nos propres sociétés”

nous avions les techniques, un siècle de plus de progrès et nous pouvions éviter ces erreurs. Or, c'est de pire en pire. C'est l'harmonisation de l'habillement, de la culture, tout ce qui fait qu'il n'est plus certain que nous en ayons envie, que quelqu'un en ait envie...

Qui aujourd'hui dans le monde a envie de nos valeurs, celles que nous défendons ici ?

Danielle POLIAUTRE Attends, Dominique, je n'ai jamais dit cela. J'ai plutôt dit le contraire.

Dominique MARTIN-FERRARI Je pose une question.

Danielle POLIAUTRE Je me rappelle un débat à Rio organisé par Enda qui posait déjà ce problème ; il ne s'agit pas du transfert simplement de nos valeurs et de nos technologies... D'ailleurs, dans la Charte de la coopération et du développement durable, on retrouve cette notion de l'enrichissement avec peut-être la consolidation d'autres valeurs. Lorsque je parle de valeurs communes à défendre, je ne fais pas référence au transfert de nos valeurs. Je pense, au contraire, que nous avons à nous enrichir très fortement de valeurs qui, aujourd'hui, sont restées solides – je suis d'accord avec toi – dans le Sud, notamment la solidarité communautaire, de village, etc.

Dominique MARTIN-FERRARI Sauf qu'elles disparaissent chez nous, comme elles disparaissent là-bas. Je ne sais pas s'il y

a encore un désir de ces valeurs... Le problème est là. Qui, aujourd'hui, désire ces valeurs ? Qui chez nous les désire ? Qui là-bas les désire ?

Danielle POLIAUTRE Il y a une nouvelle recherche de sens. Je suis moins pessimiste que toi.

Chantal JAQUET Beaucoup de problèmes seraient peut-être résolus si l'on redonnait à la communication – je crois que c'est l'objet de cette Université – son vrai rôle. En effet, la communication, c'est écouter, dire et faire ensemble. J'ai écouté ce que vous disiez tout à l'heure. C'est écouter les citoyens lorsqu'ils ont des choses à dire, les populations locales, écouter les problèmes qui émergent à travers le monde pour mieux comprendre, pour les faire ressortir.

Dire, c'est ensuite informer. Comment informe-t-on ? C'est l'information de l'entreprise. Dans ce cas, ce doit être un langage d'actes ; cela doit pouvoir être contrôlé avec des mesures, des indicateurs. C'est l'information/sensibilisation que peuvent faire les associations, les politiques, etc. Nous avons de vraies questions à nous poser : que dire ? Que dois-je dire ? Comment ? À qui ?

Ensuite, c'est faire ensemble. C'est la participation citoyenne, c'est faire des choses ensemble en termes de solidarité avec les pays qu'ils soient proches ou plus lointains. Si nous nous posions chaque fois ces vraies questions, beaucoup de problèmes seraient peut-être résolus.

Je voulais parler d'un deuxième point. J'ai une expérience assez longue de la grande distribution, qui est souvent diabolisée. J'ai été chez Carrefour pendant très longtemps. Je pense avoir pu y faire de bonnes choses. J'ai quitté l'entreprise voici deux ans maintenant. J'ai été notamment responsable de la mise en place du développement durable dans l'entreprise. Je travaillais à l'étranger et je suis toujours affolée de voir à quel point nous voulons systématiquement mettre en place nos modèles. Nous croyons toujours que nos modèles sont parfaits.

Je vous donne un exemple. Si, demain, chaque Chinois mangeait un œuf de plus, il faudrait presque la surface de l'Australie en céréales ! Qui dit céréales, dit grande culture ; qui dit grande culture, dit mécanisation ; qui dit mécanisation, dit campagnes qui se vident ; qui dit campagnes qui se vident, dit banlieues qui grandissent avec les problèmes sociaux, etc.

La vraie question que nous avons à nous poser est celle-là ; c'est la question de responsabilité. Je reviens à ma première intervention. Si l'on écoutait ce qui se passe localement, si l'on cherchait à comprendre plutôt que de venir avec nos modèles tout faits, beaucoup de problèmes seraient évités.

Un intervenant J'ai assez apprécié l'intervention de Dominique MARTIN-FERRARI. J'aime bien quand les choses sont dites d'une façon un peu dure... Je suis persuadé que tous les participants autour de la table n'ont pas la même définition du développement durable ; c'est la première difficulté. J'entends des ONG, des politiques, des entreprises, le monde de la grande distribution parler de développement durable ; ce que disait Dominique au sujet de la culture partagée ou commune, je ne l'ai pas entendu une seule fois.

Regardons le panel des Agendas 21 français. Ils ont tous une différence fondamentale ; certains se sont faits en six mois, d'autres en deux ou trois ans de travail, d'autres encore

sont des éléments de communication à l'instigation de quelques élus, voire d'associatifs. Je suis volontairement provocateur. Donc, la première difficulté lorsque l'on parle de solidarité est d'avoir d'abord une définition propre, d'arriver à se mettre d'accord pour savoir de quoi l'on parle.

Je suis désolé, je connais de nombreux intervenants qui parlent de développement durable – il y en a même plusieurs dans la salle – et ils ont tous leur définition propre du développement durable. Que ce soit dans des systèmes de formation, de communication... Évidemment, on peut avoir des propos différents, mais, d'abord, essayons de retrouver le sens des principes du développement durable, essayons d'y redonner des valeurs.

Tu parlais de Saint-Louis-du-Sénégal par exemple. J'y suis intervenu pendant cinq ans ; j'y suis retourné récemment pour voir un peu ce qui s'y passait. Ils auront beau faire un plan de développement durable, un Agenda 21, compte tenu de la situation de ce pays... Je connais également le Burkina Faso où nous avons, au niveau de la collectivité, des relations privilégiées. La première chose est déjà de voir comment permettre à ces pays, eux-mêmes, de mettre en place un système de formation, de soins, de santé. Je ne suis pas en train de dire que c'est la valeur fondamentale du développement durable, mais ce sont au moins les éléments à mon sens qu'il faut leur donner et leur permettre de mettre en place ; je pense, en particulier, à la situation dans la brousse au Burkina.

Quelle approche réelle du développement durable avons-nous ? Nous avons failli voir s'instaurer un débat tout à l'heure... On a commencé à parler de Charte d'environnement, de gouvernement, etc. D'après moi, ce n'est ni le lieu, ni le sujet. Mais en écoutant les propos qui tournent autour du développement durable, je suis parfois assez surpris. Moi, ce qui m'intéresse, c'est la population... Vous recevez par exemple, en tant que responsables, des personnes qui ont des soucis particuliers en termes sociaux. Comment arriver à leur faire comprendre que l'autre développement que l'on professe en matière de triptyque économique/social/environnement peut leur apporter le bonheur en plus ? J'insiste toujours sur la notion de "bonheur intérieur brut" qui est beaucoup plus intéressante que le PIB.

**“Regardons le panel
des Agendas 21 français ;
certains se sont faits en
six mois, d'autres en deux
ou trois ans de travail”**

▼
**“Je suis toujours affolé
de voir à quel point
nous voulons
systématiquement
mettre en place
nos modèles”**

▲
Christophe PIEDNOEL

Je suis assez d'accord sur votre constat, mais, une fois celui-ci fait, il faut bien continuer d'avancer.

Une intervenante

Continuer d'avancer... Est-ce que ce ne sont pas les rapports de force qu'il faut recréer ?

Christophe PIEDNOEL

Tout le monde est à peu près d'accord sur le fait que ce n'est pas “mon développement durable”, “ton développement durable” et “son développement durable”, et qu'il faut regarder cette question à l'échelle planétaire, avec l'ensemble des impacts.

Lorsque vous discutez de ces sujets avec les Chinois, les Péruviens ou les Burkinabés, vous vous trouvez face à des approches extrêmement différentes. Essayer d'arriver à une définition unique est, me semble-t-il, un leurre. Globalement, nous constatons l'émergence d'un certain nombre d'idées qui convergent vers un monde peut-être organisé différem-

ment, avec des mécanismes économiques à revoir et tout cela me semble participer du développement durable, même si, sur le fond, nous sommes d'accord, il n'y a pas unanimité de définition.

Un intervenant Il ne s'agit pas d'unanimité de définition, il est bien qu'on y mette des choses différentes. Le développement durable joue un peu un rôle symbolique au sens étymologique du terme. Chacun a envie d'y mettre quelque chose. Nous avons tous envie d'en parler.

Il faut conserver cette liberté d'entrée individuelle dans un domaine où nous échangeons autour de valeurs que nous avons, chacun, et qui, finalement, convergent tout à fait naturellement autour de notions de solidarité, de respect, de responsabilité, de fraternité... Quelle que soit la composition, le bleu, le jaune et le rouge, nous retrouvons les valeurs de base avec des entrées différentes. Il faut conserver cette richesse et ne pas faire une définition commune du développement durable dont certains pourraient se retrouver exclus a priori.

Farid YAKER Pour répondre simplement à Monsieur qui est très attaché à la question de l'entrée par les droits du développement – cela a même été repris par le CRID (Centre de ressources et d'information pour le développement) qui en a fait le sujet principal de son université d'été-, les droits sociaux, économiques et culturels sont un sujet important qui émerge au sein des organisations de solidarité internationale. Pour nous, l'approche par les droits est avant tout un élément de pression pour accélérer des politiques. Le plus important, ce sont les politiques et les ressources que nous avons pour répondre à des droits qui sont légitimes.

Je suis d'accord avec Serge ANTOINE : on ne peut pas opposer une approche par les droits et une approche développement durable et solidaire. La solidarité est là pour corriger des déséquilibres. On le fait au niveau national. On accepte qu'il y ait des redistributions par l'impôt ; on accepte dans l'Union européenne que des régions bénéficient de sommes énormes permettant justement leur développement par le biais de fonds structurels. Pourquoi, à l'échelle internationale, n'existerait-il pas cette notion de rééquilibrage pour tenir compte d'écarts de richesse, de dotations en ressources ? Dans certains pays, l'eau est quasiment absente alors que d'autres en sont dotés à un point incroyable par le simple fait de la nature. Il est normal qu'une compensation s'exerce, souvent dans le sens Nord-Sud. Des raisons historiques également font que cette solidarité doit jouer. Ce n'est pas seulement de la charité, c'est un droit ; ce doit être compris comme une solidarité nécessaire.

Ensuite, comment organiser cela ? Comment mettre en place les mécanismes ? Comment faire en sorte que les allocations des ressources se fassent en faveur des plus démunis, d'objectifs de solidarité et que les gouvernements locaux jouent leur rôle ? Cette question se pose également. *Quid* de l'action des gouvernements nationaux ?

Je suis aussi sur une approche pragmatique. Il faut revenir aux fondamentaux du développement durable, c'est-à-dire à la question des modes de production et de consommation, à celle de la pauvreté et, au-delà, à la question de l'environnement global.

À Rio, les conventions qui sont sorties concernent des questions d'environnement

**“On ne peut pas opposer
une approche par les droits et
une approche développement
durable et solidaire”**



global, de climat, de biodiversité, de désertification. Ce sont des problèmes clairs. Essayons de voir maintenant les dangers imminents qui menacent la planète. C'est à ceux-là qu'il faut s'attaquer.

Se pose également la question de la pauvreté. C'est une bombe à retardement. Regardons ce nouveau problème qui émerge, le terrorisme – je ne dis pas qu'il est directement lié à la pauvreté, je n'irai pas jusque-là, mais c'est malgré tout un facteur qui y contribue nécessairement-, les injustices dans le monde et la question des risques santé, environnement, etc. Nous sommes dans une situation très complexe. Tout cela peut nous amener à mettre en place des coalitions. Je ne dis pas qu'au Sud, tout le monde est bon et qu'au Nord, on est mauvais. Non. Je pense à la CSE par exemple, en Inde ; nous avons des partenaires, des alliés dans le monde entier.

Il faut construire ces coalitions pour faire évoluer les rapports de force. Ceux-ci existent, il faut les faire changer petit à petit en notre faveur pour réussir à mettre en place cette idée à laquelle nous tenons et qui est basée sur des valeurs communes. Je reviens sur cette idée de valeurs communes. Elles ne sont peut-être pas partagées par tout le monde, mais, petit à petit, en faisant avancer les choses, par la communication, en faisant cette pédagogie des enjeux, il faut gagner de plus en plus de monde à ces questions et notamment les entreprises, ceux qui pèsent, les États et toute la société civile. La solution se trouve là.

▼
**“Se pose également la
question de la pauvreté.
C'est une bombe
à retardement”**
▲

Dominique MARTIN-FERRARI N'a-t-on pas péché ces dernières années par trop de communication au détriment de formations citoyennes, rapports de force et débats politiques ? Je ne suis pas du tout d'accord sur le fait qu'on parviendra un jour à un “état idyllique” de développement durable parce que des entreprises ou des États se mettront à bien communiquer sur le développement

durable, etc. D'après moi, nous avons davantage d'exigences en matière de développement durable et en tant que citoyens, nous savions mieux ce que nous voulions en matière de développement durable –je parlais tout à l'heure de valeurs non partagées...

Aujourd'hui, tout s'est dilué. Les valeurs ne sont plus identifiées comme telles et le terme "développement durable", ce n'est pas la peine de faire de l'exégèse, mais si nous pensons tous... Plus personne ne défend plus rien. On communique, on "parle de", on "parle sur" et il n'y a plus de force qui, aujourd'hui, oppose et fait du droit. Depuis 1992, on ne fait plus de droit. On applique...

Danielle POLIAUTRE Il y a un autre problème. Depuis Rio, on en a parlé de plus en plus, d'année en année ; tout le monde parle de développement durable. Je vais aller un peu à contre-courant de ce que dit Pascal DUBOIS...

Dominique MARTIN-FERRARI Ce n'est pas le fait que tout le monde en parle, encore une fois...

“N’a-t-on pas péché ces dernières années par trop de communication au détriment de formations citoyennes, rapports de force et débats politiques ?”

Danielle POLIAUTRE Attends, laisse-moi finir. Tout le monde en parle et on ne voit pas de traduction réelle dans la vie. Cela trouble terriblement les citoyens. Pour eux, c'est de la "tarte à la crème". C'est la mise en œuvre du contenu qui doit progressivement permettre de dire ce que doit être le développement durable. Quand on parle de changer nos modes de production et de consommation et que cela continue à être la course, y compris par ceux qui clament le développement durable, à la consommation avec comme seuls critères la consommation et la croissance, y compris la "croissance n'importe quoi", cela trouble totalement les messages que nous essayons de faire passer par ailleurs. Ce n'est pas le message qu'il faut d'abord définir, il faut donner du contenu concret, réel et, pour cela, on a besoin de l'implication de tous ; c'est un grand problème de démocratie.

Un intervenant Comme je le dis souvent, "solidarité", c'est l'autre façon de dire "interdépendance". Le développement durable contient cette notion d'interdépendance de façon absolument totale. Soit on choisira la solidarité dans sa connotation positive pour éviter de sombrer dans les affres d'une interdépendance qu'on n'a pas prise en compte, soit on sera contraint d'assumer les affres de l'interdépendance dans une solidarité obligée demain parce que, s'agissant de l'épuisement des ressources, des pollutions de l'air, de l'eau, etc., que l'on soit à 10 000 kilomètres les uns des autres ou à 10 mètres, on en subit les conséquences de la même façon.

C'est en cela que la notion bilatérale de Nord/Sud se trouve un peu dépassée ; cette interdépendance concerne tout le monde et elle oblige à trouver des réponses. Il peut exister bon nombre de définitions du développement durable, je l'observe constamment dans mes activités professionnelles, avec un réseau à travers le monde. Il n'est pas très compliqué de faire en sorte que le socle commun sur ce qu'est la référence "développement durable" puisse exister et être formalisé. Il est important d'affirmer que les réponses que chacun amène là où il se trouve, dans des circonstances économiques, sociales, culturelles diffé-

rentes, dans une histoire différente, sont bien entendu différentes, avec des priorités différentes, mais qu'il existe un socle commun.

En France, le terme de "solidarité internationale" est trop souvent évacué, mis à l'écart des stratégies de développement durable. Combien d'Agendas 21 l'inscrivent-ils complètement ? Sans cette dimension internationale, de l'interdépendance avec la solidarité sur tous les plans – environnemental, économique, social-, il ne s'agit pas de développement durable tel qu'il a été fort bien exprimé et écrit à Rio, au moins en tout cas les termes de référence.

Nous devons être extrêmement vigilants sur ce point, nous méfier des dérives. Par rapport aux trois ou quatre piliers – j'ai entendu dire cinq tout à l'heure, il ne faut pas aller trop loin quand même !-, certains sont dans un développement complètement bancal ; ils en prennent un et c'est terminé ! Le reste, on en fait fi.

On se fait chacun sa petite définition du développement durable. D'autres font un développement durable où la solidarité est presque locale – c'est peut-être le voisin d'à côté, mais pas plus loin-, donc un développement "bocal" (*rires*). D'autres ont fini par s'inscrire dans une dérive de développement durable qui élimine toute solidarité, pensant qu'il suffit d'engager un profit durable ; ils sont contents avec les bénéfiques qui continuent à arriver régulièrement pour les uns et les autres et mettent de côté le reste.

C'est par rapport à de telles dérives que nous devons être extrêmement vigilants. Nous devons être vigilants quant à cette notion d'interdépendance qui concerne tout le monde, dans des situations très différentes, mais avec socle, un cœur de références qui peut et doit être commun. Cette culture partagée – c'est un terme que je n'aime pas utiliser car il a des connotations très différentes-, ce cœur ou ce socle commun, je crois, doit vivre. C'est cela qui nous permettra de faire exister une véritable solidarité, réponse à l'interdépendance environnementale, écologique, économique et sociale. Il est important de le dire dans des lieux comme ici.

La communication, pour terminer sur ce sujet – j'avais envie de le dire tout à l'heure-, comme le développement durable, nous invite à dire qu'il ne faut plus apporter des remèdes pour réparer les dégâts constatés de la pollution de l'air, des eaux, etc., mais qu'elle est un peu le moyen de réparer les dégâts de la cassure du lien social, de l'exclusion de certains, de la suppression de la possibilité d'expression par d'autres. C'est cela qu'il faut rétablir ! Les "boîtes de com" et de pub auraient moins d'argent à se faire si nous le consacrons d'abord à rétablir le lien social, la relation des uns avec les autres, l'expression possible des uns et des autres.

“C'est en cela que la notion bilatérale de Nord/Sud se trouve un peu dépassée”

“Le développement durable contient cette notion d'interdépendance”

Christophe PIEDNOEL Une de mes missions était de conclure, mais entre la “décolonisation du regard” et le “développement bocal”, je vais avoir un peu de mal à synthétiser tout ce que nous avons dit...

Un intervenant J'ai une petite motion d'ordre, quand vous aurez le temps...

Christophe PIEDNOEL D'accord. J'avais promis la parole à Madame. Vous serez la dernière intervenante, puis

Serge et ensuite nous “fermons”.

Une intervenante Par rapport à ce qui a été dit sur les solidarités, le premier terme qui avait été proposé en anglais de “*sustainable development*”, traduit par “développement soutenable” dans un premier temps, aurait peut-être, me semble-t-il, mieux porté les valeurs de solidarité

Un intervenant On nous a dit que nous étions ici pour l'échange et également pour un appel du Lubéron. Je l'ai lu juste avant de venir ici. La dimension internationale n'est pas très, très présente. Cela m'embêterait que sorte un appel sans la dimension... Je fais confiance à trois personnes pour rédiger quelque chose, mais je souhaiterais que quelqu'un sorte avec une proposition afin de donner, en ce qui concerne l'international, une voie possible pour la communication. Je ne vais pas re-développer et prendre la parole sur ce point, mais quelques pistes ont été données. Cela permet peut-être de rédiger quelque chose sans emphase, à mon avis.
(Interventions diverses dans la salle.)

Christophe PIEDNOEL Je souhaiterais vous donner une dernière information pour finir sur une note positive. J'ai récemment lu le compte-rendu de débats internes d'un gros réseau d'agences de relations publiques américain qui réunissait l'ensemble de ses filiales pour faire le point sur le *business*. Ils étaient assez optimistes pour leur *business* au motif que, eux, s'occupaient de communication et pas de publicité.

Or, les indicateurs qu'ils avaient mis en place pour sonder l'ensemble des clients, des consommateurs, montraient un désamour progressif de la publicité avec une certaine maturité des consommateurs qui commençaient à bien comprendre que ce qu'on leur racontait n'était pas nécessairement vrai, voire commençait à les “gaver franchement”. Ils montraient donc que le mode de relations qui se développait était beaucoup plus un mode de relations directes. Cette grosse agence de communication américaine est en train de mettre ses efforts de recherche et développement sur ce qui concerne la relation clients en direct et l'interactivité, prenant en compte l'individu et non plus une population globale. C'était constaté par l'ensemble des pays plutôt industrialisés qui représentent ce gros réseau de communication.

Une intervenante Si je peux compléter, est présent ici quelqu'un appelé Sauveur qui représente une petite “boîte”, Eco-novateur qui travaille justement sur les nouveaux mouvements américains de proximité et de nouvelle communication. Il est excessivement pertinent en matière d'analyses des comportements du développement durable. Il se fait “tout petit” dans l'ensemble, mais il est – vous le constaterez si vous avez l'occasion de discuter avec lui – remarquable.

Christophe PIEDNOEL Le dernier mot est à Alain...

Alain LE SANN Si on présente la solidarité internationale comme une “espèce de chose” que l'on peut faire à côté, “comme cela”, ce n'est pas sérieux. Il faut être clair ; face au droit, il y a les devoirs. Nous sommes dans le domaine de l'obligation absolue du partage. Si nous ne posons pas la question du mode du développement chez nous dans cette perspective de l'obligation absolue du partage pour respecter les droits de tous...

**“Nous sommes dans le domaine
de l’obligation absolue du partage”**